

Rencontre internationale
« Reconsidérons la richesse »
Secrétariat d'Etat à l'économie solidaire
Délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale
Sous le parrainage du PNUD
Paris, 1^{er} et 2 mars 2002

Quand on aime la vie,
ne compte pas ce qui d'ordinaire se compte
et compte ce qui ne se compte pas

Jean-Marie Harribey¹

Le projet de reconsidérer la richesse revêt une importance considérable car il met en cause les fondements de l'idéologie entourant le progrès économique qui n'est pensé qu'en termes de croissance de la production monétaire, voire marchande, parce que seule celle-ci est susceptible de fournir une base à l'accumulation du capital. Au début du XXI^e siècle, le régime d'accumulation financière qui prévaut tente de généraliser à l'ensemble des activités humaines le processus de marchandisation, tout en modifiant la répartition de la valeur créée dans un sens encore plus favorable aux détenteurs de capitaux. Les rapports de production et les rapports de répartition sont si étroitement imbriqués que la critique de la conception dominante du bien-être est nécessaire. Mais il faut se garder de prendre l'effet pour la cause. Ce ne sont pas les indicateurs de richesse qui impriment leur marque au développement capitaliste. C'est l'inverse. Aussi est-il sans doute important d'éviter quelques contresens et de porter la critique là où elle doit l'être : au cœur des rapports sociaux capitalistes. D'autant que l'on voit se développer un nouvel habillage de ces derniers derrière le discours sur la « nouvelle économie » dont le caractère virtuel serait une source miraculeuse de création de richesse. C'est une raison supplémentaire de distinguer nettement la contestation indispensable des conceptions traditionnelles de la richesse et un certain nombre de mythes présents dans le débat public.

Par analogie avec le dicton « tout ce qui brille n'est pas or », nous dirons que tout ce qui vaut n'est pas argent. Ensuite, il s'agira d'indiquer dans quel sens doit aller la critique de l'économie politique.

1. Tout ce qui vaut n'est pas argent

Le processus d'accumulation peut être analysé comme le triomphe de la *valeur* sur la *valeur d'usage* ou de la *valeur* sur la *richesse*. La critique de ce processus exige donc d'exhumer des catégories que l'économie politique avait jadis mises à l'honneur mais que l'idéologie libérale néo-classique avait rejetées parce que Marx en avait fait le pivot de sa critique du capitalisme. Ces catégories, loin d'être obsolètes, constituent le socle théorique pour comprendre les enjeux dissimulés derrière le concept de « soutenabilité » et déchirer le

¹ . Professeur de sciences économiques et sociales, Université Bordeaux IV, <http://harribey.montesquieu.u-bordeaux.fr>

consensus mou qui entoure le « développement soutenable » ou « durable »², dont tout le monde se réclame, des premiers pollueurs de la planète aux opposants les plus résolus au capitalisme libéral, en passant par tous les responsables politiques.

La richesse vaut plus que la valeur

Voici un syllogisme qui serait parfait si la première prémisse était vraie : l'argent mesure la richesse, or les dégâts sociaux et écologiques s'évaluent en argent, donc plus il y a de dégâts, plus la richesse augmente. Ce syllogisme montre la manière dont le capitalisme étalonne ce qui a de la valeur et révèle sa conception de la richesse. Le PIB – mesurant ce qui est produit contre monnaie dans une année – additionne pêle-mêle la production d'automobiles (polluantes), d'ordinateurs et de téléphones (accapareurs de temps), de porcs (immangeables), de services de soins (plus on est malade, plus le PIB augmente), de déchets (même les nucléaires), la construction et la démolition, etc. Quand une entreprise délocalise une partie de sa production, par exemple des pièces détachées, et qu'elle les ramène au point de départ pour l'assemblage final, la quantité produite peut être strictement la même (donc même quantité de valeurs d'usage), et pourtant le PIB va enregistrer une croissance due au service transport rendu indispensable à cause de la délocalisation. En revanche, le PIB ne comptabilise ni les activités bénévoles, ni l'éducation donnée par les parents à leurs enfants, et il diminue si par hasard le nombre d'accidents de la route décroît. Voilà un indicateur partiel, sinon partial.³

Son insuffisance tient au fait qu'il mesure uniquement ce qui relève de la sphère monétaire qui comprend elle-même deux compartiments : la sphère monétaire marchande (ce qui est produit pour être vendu sur le marché avec profit) et la sphère monétaire non marchande (les services collectifs à but non lucratif comme l'éducation). Au sein de cette sphère monétaire sont produits des biens et services parce qu'ils sont (à tort ou à raison) considérés comme utiles, c'est-à-dire ayant une valeur d'usage. Mais, déjà, on voit que certains (les services collectifs) ont une valeur d'usage sans avoir de valeur d'échange marchande bien que monétaire. Mieux encore : les services rendus bénévolement dans la société ou les autres formes de richesse collective telles que la paix, la solidarité, le lien social, la création artistique non mercantile, ou encore le soleil et l'air, ont une valeur d'usage sans avoir de valeur monétaire.

La valeur vaut moins que les valeurs

La preuve est donc faite qu'Aristote avait raison et que Smith, Ricardo et Marx ont eu raison de lui donner raison sur ce point : la richesse ne se réduit pas à la valeur et la valeur ne vaut rien à côté des valeurs.

² . Voir J.M. Harribey, *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'harmattan, 1997 ; *Le développement soutenable*, Paris, Economica, 1998.

³ . Dans « Point de vue : Valeur », *Alternatives économiques*, n° 196, octobre 2001, D. Clerc fait deux remarques au sujet du rapport de P. Viveret référencé ci-dessous. L'une est justifiée : les comptes nationaux ne sont pas responsables des dégâts qui sont comptabilisés dans le PIB. Dans la seconde, l'auteur dément que lorsque, par exemple, une catastrophe écologique survient, le PIB augmente. Il y a seulement un changement de destination de l'activité économique, dit-il, car les dépenses auraient été effectuées autrement. Ce n'est vrai qu'en partie. Si une catastrophe est évitée, les pompiers restent à la caserne, les ambulances ne sortent pas du garage, les médicaments ne sont pas fabriqués, etc. Bref, l'activité économique n'est pas autant stimulée et il n'est pas certain que, sans cela, le travail correspondant eût été mis en œuvre ailleurs car on ne peut exclure l'hypothèse d'une réduction du temps de travail. Le point de vue de D. Clerc équivaut en fait à reprendre à l'envers l'idée de l'effet d'éviction dont personne n'a jamais pu démontrer la réalité et à abandonner implicitement tout principe d'action keynésien. Nous y reviendrons plus loin.

Récemment, Dominique Méda et Patrick Viveret⁴, ont repris d'anciennes critiques du PIB en pourfendant les fondateurs de l'économie politique cités plus haut auxquels ils attribuent la responsabilité d'une conception étroite de la richesse. Ne s'agit-il pas d'un contresens ? Méda et Viveret redisent aujourd'hui que le PIB ne prend en compte que les productions monétaires, laissant de côté les autres richesses et, au contraire, intègre bon nombre de nuisances. Mais cela est connu depuis la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange et leur tort est de s'attaquer aux penseurs qui ont établi cette séparation. Bruno Ventelou commet la même erreur quand il écrit : « Toutes les variations non "marchandes" : qualité et quantité d'air pur, qualité et quantité des relations hors marché entre "individus", sont délaissées ou sous-estimées *faute d'entrer parfaitement dans la théorie.* »⁵ Si elles ne sont pas *prises en compte*, au sens propre de l'expression, ce n'est pas parce qu'elles n'entrent pas dans la théorie, c'est parce qu'elles n'appartiennent pas – et c'est tant mieux – à la sphère monétaire. Méda joue sur la polysémie du terme *valeur* quand elle écrit : « J'ai moi-même plaidé pour qu'à côté des activités purement productives (le travail), on reconnaisse de la valeur – et derechef qu'on accorde un espace et un temps suffisants – aux activités politiques, familiales, culturelles et personnelles [...] »⁶.

Méda, Viveret, Ventelou et bien d'autres ne mélangent-ils pas plusieurs plans de raisonnement et ne commettent-ils pas une erreur sur chacun d'eux ? *Primo*, il ne peut pas y avoir de définition du travail productif en soi ; celui-ci doit être chaque fois relié au rapport social en vigueur : productif de valeur pour le capital ou bien productif de valeur monétaire non marchande ou bien productif de simple valeur d'usage. Quand Smith, Malthus et Marx parlaient de l'improductivité des services domestiques, il s'agissait d'une improductivité de valeur pour le capital et non pas d'une improductivité de valeurs d'usage. On ne peut que leur donner raison.

Secundo, la notion de travail productif n'a rien à voir avec la matérialité ou non de son résultat. Smith et Marx avaient certes raisonné sur la production matérielle parce qu'elle était quasiment le seul exemple sous leurs yeux qui engendrait l'accumulation du capital⁷. Mais la possibilité d'un espace pour la production immatérielle et, plus généralement, pour toute la richesse existait. Marx disait que les deux sources de la richesse étaient la nature et le travail⁸. En donnant une définition du travail productif dans l'économie capitaliste, il désignait le travail productif de plus-value pour le capital et non pas le travail productif en général de

⁴ . D. Méda, *Qu'est-ce que la richesse ?*, Paris, Alto Aubier, 1999 ; P. Viveret, *Reconsidérer la richesse*, Rapport d'étape de la mission « nouveaux facteurs de richesses » au Secrétaire d'Etat à l'Economie Solidaire, Paris, 2001, reproduit par *Transversales, Science, culture*, n° 70, août 2001..

⁵ . B. Ventelou, *Au-delà de la rareté, La croissance économique comme construction sociale*, Paris, A. Michel, 2001, p. 119, souligné par moi. Voir J.M. Harribey, « Le capitalisme transmet la rareté », *Le Passant Ordinaire*, n° 38, janvier-février 2002.

⁶ . D. Méda, « Quelques notes pour en finir (vraiment) avec la "fin du travail" », *Revue du MAUSS semestrielle*, « travailler est-il (bien) naturel ? Le travail après la "fin du travail" », n° 18, 2^e semestre 2001, p. 76.

⁷ . Même si la chose est moins nette chez Smith, on peut se référer à de multiples passages de Marx : « Le fait, pour le travail, d'être productif n'a absolument rien à voir avec le contenu déterminé du travail, son utilité particulière ou la valeur d'usage particulière dans laquelle il se matérialise. »[1968, p.393]. « Certains travaux susceptibles d'être consommés uniquement comme services ne peuvent constituer des produits à part, transformables en marchandises autonomes ; toutefois, ils peuvent être exploités directement de manière capitaliste. *Mais, comparés à la masse de la production capitaliste, ces travaux sont quantitativement peu importants.* »[1968, p. 393-394, souligné par moi]

⁸ . « Le travail n'est donc pas l'unique source des valeurs d'usage qu'il produit. Il en est le père, et la terre la mère, comme dit William Petty. » [Marx, 1965, p. 571]. « Le travail *n'est pas* la source de toute richesse. La nature est tout autant la source des valeurs d'usage (et c'est bien en cela que consiste la richesse matérielle!) que le travail, qui n'est lui-même que la manifestation d'une force matérielle, de la force de travail humaine. » [Marx., 1965, p. 1413].

valeur d'usage. Dans son esprit, cela ne signifiait pas une approbation de cette restriction mais au contraire une dénonciation.

Tertio, au sujet des services collectifs, il convient donc à notre sens de s'écarter de la position définie par Smith⁹ et que Marx a semble-t-il reprise parce que, à l'époque, la production de services collectifs était quasi inexistante et que les services fournis aux classes dominantes par les domestiques qu'elles s'attachaient n'engendraient évidemment aucun capital nouveau. Bien entendu, la rémunération de la domesticité est une dépense d'une partie du revenu (un « prélèvement ») de la classe dominante. Mais l'erreur serait de déduire du raisonnement de Smith qu'il s'agit d'un prélèvement stérile de quoi que ce soit. C'est un prélèvement stérile pour le capital puisqu'il aurait mieux valu pour celui-ci embaucher un salarié de plus dans l'industrie capitaliste pour produire des marchandises vendables sur le marché plutôt que de payer des domestiques à faire le ménage. Mais, d'une part, il n'est pas stérile de valeurs d'usage (les services produits par la domesticité), et, d'autre part, il donne lieu à un revenu supplémentaire reçu par la domesticité. Le contresens de toute l'histoire de la théorie économique fut de ne voir dans la dépense improductive de capital qu'un prélèvement (ce qui, soit dit en passant, est un truisme car toute dépense est effectivement un prélèvement sur un revenu) en ignorant que cette décision de dépense supplémentaire fait naître l'activité qui engendrera un produit et un revenu supplémentaires. Bref, c'est le domestique de Smith qui crée lui-même le revenu net additionnel qui le rémunérera. C'est le grand mérite de Keynes d'en avoir donné la théorie qui, sur ce point, dépasse celle de Marx¹⁰.

La critique doit être adressée aux libéraux contemporains qui assimilent richesse (la valeur d'usage) et valeur d'échange et qui n'accordent aucune place aux services publics, au point que l'avenir de l'humanité devient la marchandisation infinie, puisqu'à leurs yeux la satisfaction des besoins ne peut provenir que de l'extension de la sphère marchande confondue avec celle des valeurs d'usage.

La richesse ne se réduit pas au PIB, c'est-à-dire aux valeurs monétaires ajoutées par le secteur marchand et le secteur non marchand ; en outre, une partie de la valeur marchande est

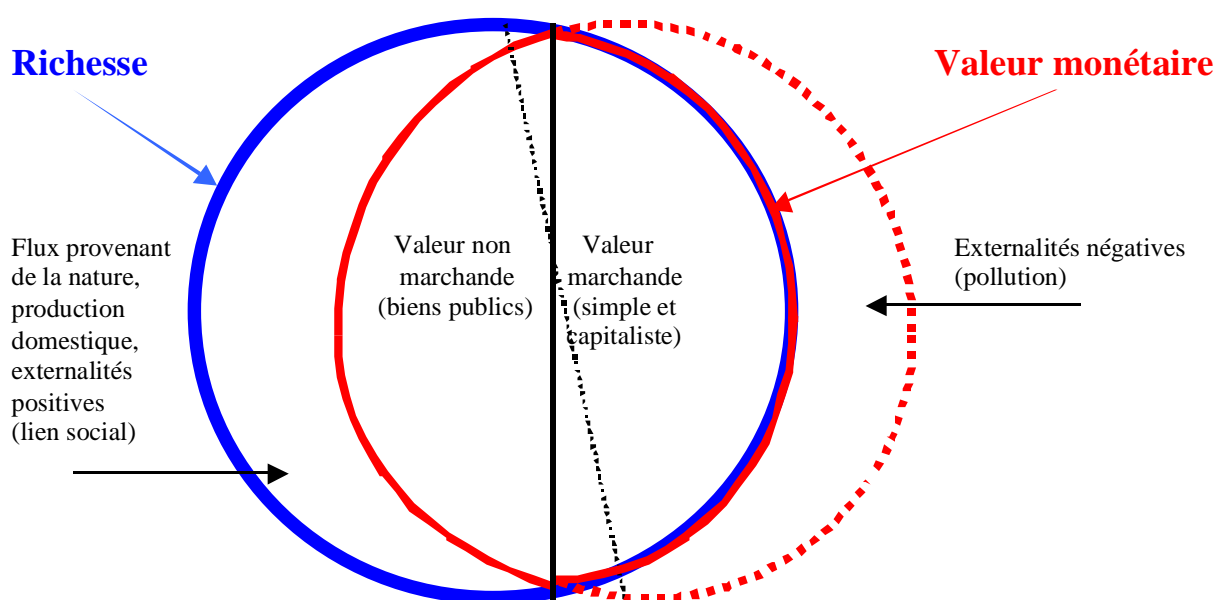
⁹ . Smith [1991, tome 1, p. 417 et suiv.]. Dans les *Grundrisse*, Marx [1968, p. 242] reprend l'exemple de Senior à propos du fabricant de pianos et du pianiste : « Le fabricant de pianos reproduit du capital ; le pianiste ne fait qu'échanger son travail contre un revenu. » Telle quelle, la réponse de Marx n'est pas suffisante et dans d'autres passages, il l'affinera. Nous considérons que quatre cas de figure au sujet du pianiste sont à envisager qui correspondent à quatre modes de production abstraits. Premièrement, le musicien vient faire son récital devant son mécène et reçoit ensuite son obole des mains généreuses de son Altesse (tel fut le sort de Mozart à la cour de Vienne et de tant d'autres). C'est de ce cas dont parle Marx dans la citation ci-dessus et il le fait de manière correcte, mais ce cas ne reflète pas le mode de production capitaliste. Deuxièmement, le musicien est un artisan qui vend son produit à sa valeur reconnue par le marché, laquelle excède la valeur de sa seule force de travail et qui lui permet d'accumuler à petite échelle du capital (c'est ce point qui sépare l'artiste artisan de l'artiste mozartien). Troisièmement, le musicien est employé comme professeur dans une école de musique privée appartenant à un capitaliste cherchant la rentabilité de son capital : le musicien est productif de capital. C'est, sans conteste, également le point de vue de Marx. Le problème théorique naît avec le quatrième cas de figure possible : le musicien est employé par l'Etat ou une collectivité quelconque qui ont décidé que tous les enfants devaient apprendre la musique en même temps que le calcul. Faut-il ranger ce musicien dans la même catégorie que Mozart ou bien dans une nouvelle catégorie, celle d'un travailleur ne produisant pas du capital mais du revenu ? Marx ne répond pas à cette question, mais établit pourtant la même typologie que celle proposée ci-dessus : « Une chanteuse qui chante comme un oiseau est un travailleur improductif. Lorsqu'elle vend son chant, elle est salariée ou marchande. Mais la même chanteuse, engagée pour donner des concerts et rapporter de l'argent, est un travailleur productif, car elle produit directement du capital. » [1968, p. 393].

¹⁰ . Voir J.M. Harribey, « Un essai de réfutation logique de la marchandisation du monde : l'activité non marchande n'engendre pas de capital mais elle engendre du revenu », Congrès Marx International III : « Le capital et l'humanité », Université Paris X, 26 au 29 septembre 2001 ; une version remaniée de ce texte va paraître dans *La Pensée* sous le titre « Le travail productif dans les services non marchands ». Voir aussi J.M. Harribey, « Le développement implique l'anticipation des services collectifs : les prélèvements obligatoires sont des suppléments obligatoires », *Revue Africaine des Sciences Economiques et de Gestion*, janvier-juin 2001, vol. III, n° 1, p. 3-38, disponible sur <http://harribey.montesquieu.u-bordeaux.fr/travaux/developpement-po=so.pdf>.

constituée de nuisances appelées externalités négatives qui ne sont pas de la richesse. Un autre problème naît avec la partie de la richesse correspondant à la qualité du bien-être ou aux dons de la nature, les externalités cette fois positives. Vouloir leur attribuer une « valeur » sans préciser qu'il s'agit d'une valeur qui ne peut être monétaire, qui se situe sur un autre plan que l'économique, celui du politique, de l'éthique et de l'esthétique, celui des « valeurs », au mieux entretient une redoutable ambiguïté, au pire constitue une grave erreur.

Beaucoup s'acharnent à essayer de compléter le PIB qui ne peut l'être. En somme, l'addition du PIB n'est pas fautive. Elle représente la valeur monétaire, une (petite) partie de la richesse. Le travail est bien le seul facteur susceptible de donner de la valeur monétaire, mais il y a du travail qui aboutit à des valeurs d'usage sans valeur d'échange et, en plus, il y a des richesses (non économiques) qui échappent au champ du travail. Le champ couvert par le PIB est conventionnel : il dépend de l'étendue des activités que la société décide de monétariser ou non. De ce fait, pour une même quantité de valeurs d'usage et donc pour le même bien-être, le PIB peut être plus ou moins important.

Richesse, valeur et valeurs



Le tort des économistes libéraux est de considérer le croissant de lune à droite du schéma comme de la richesse. Le tort des sociaux-libéraux est de vouloir marchandiser et monétiser la richesse non économique symbolisée par le croissant de lune à gauche du schéma.¹¹ Le fait que la sphère monétaire marchande et non marchande fonctionne en s'appuyant largement sur la sphère où ne se produisent que des valeurs d'usage (travail domestique pour contribuer à reproduire la force de travail par exemple) ou bien dans laquelle on puise allègrement (éléments naturels) n'implique pas la nécessité de monétariser et de marchandiser cette dernière. De plus, l'incorporation d'externalités positives non monétaires – et qui ne doivent pas être monétarisées – ne changerait rien à la valeur économique qui est engendrée par l'activité productive dans la sphère monétaire. Sauf à donner une valeur économique à la photosynthèse réalisée par la lumière du soleil, ou bien à verser un salaire

¹¹ . La séparation entre valeur marchande et non marchande peut être représentée par un trait oblique (en pointillés) pour faire apparaître sur le schéma le fait que l'activité marchande peut engendrer des externalités positives (donc de la richesse, ici non monétaire) et que l'activité non marchande peut parfois engendrer des externalités négatives.

maternel, ou encore à verser un revenu à l'individu qui « produit » du lien social dans son association. A ce moment-là, la marchandisation du monde serait en voie d'achèvement parce qu'enfin les capitalistes et les libéraux auraient réussi à faire coïncider exactement valeur d'usage et valeur (monétaire), c'est-à-dire richesse et valeur, niant ainsi les valeurs éthiques. Le dépassement du salariat ne peut provenir de la marchandisation croissante du monde mais au contraire de la préservation et de l'extension de la sphère non monétaire.

Le temps n'est pas nécessairement de l'argent, c'est l'argent qui est toujours du temps¹²

L'économiste américain Jeremy Rifkin, quelques années après avoir publié un best-seller établissant un pronostic erroné sur la fin du travail¹³, récidive en annonçant « une transformation radicale du capitalisme »¹⁴ : « Dans les marchés, les marchandises sont des biens et c'est ce qui définit l'échelle des ressources et des valeurs. Dans les réseaux, la marchandise est le temps humain, qui devient la valeur primordiale. » Rifkin épouse la thèse de la « nouvelle économie »¹⁵ et il enfonce une porte ouverte. Depuis sa naissance, le capitalisme vole le temps de l'homme. Marx en faisait le pivot de sa critique de l'aliénation, Max Weber¹⁶ aussi le disait et André Gorz¹⁷ le répète depuis cinquante ans. Mais, de plus, Rifkin se trompe en faisant implicitement sien l'aphorisme de Benjamin Franklin « le temps, c'est de l'argent ». Le temps n'est de l'argent grossissant le capital que si c'est du temps de travail validé par une vente. Rifkin est victime comme tous les économistes libéraux de l'illusion qui consiste à assimiler l'accaparement de la valeur – par le biais de marchés monopolistiques ou de réseaux dont les coûts de fonctionnement sont nuls – à de la création de valeur. Il croit à l'utopie capitaliste intégrale – le capital peut se passer du travail – qu'a rappelée cyniquement le PDG d'Alcatel¹⁸.

Enfin, la presse a fait grand cas du classement des pays européens en terme de PIB par habitant publié par l'agence statistique Eurostat : la France n'arrive qu'en douzième position, ne devant que l'Espagne, le Portugal et la Grèce, alors qu'elle était au troisième rang en 1992¹⁹. Ce recul s'explique par le moindre taux d'activité effective et par la baisse du temps de travail. Il ne suffit pas de faire la critique des méthodes statistiques souvent approximatives²⁰. Il faut dire et répéter que la mesure de la richesse et du bonheur par le PIB par habitant est réductrice. D'abord parce que la productivité par heure de travail est meilleure en France que partout ailleurs. Ensuite parce que, à condition que le travail soit réparti entre tous, une faible position en terme de PIB par habitant accompagnant une bonne position en terme de productivité horaire peut signifier qu'on prend le temps de vivre.

Des indicateurs de développement humain soutenable ?

¹² . Voir J.M. Harribey, *La démence sénile du capital, Fragments d'économie critique*, Bègles, Ed. du Passant, à paraître mars 2002.

¹³ . J. Rifkin, *La fin du travail*, Paris, La Découverte, 1996.

¹⁴ . J. Rifkin, « Quand les marchés s'effacent devant les réseaux », *Le Monde diplomatique*, juillet 2001.

¹⁵ . Voir J.M. Harribey, « Nouvelle économie ou nouvelle idéologie ? », *Le Passant Ordinaire*, n° 32, décembre 2000-janvier 2001.

¹⁶ . M. Weber., *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, 1905, Paris, Plon-Agora, 1964.

¹⁷ . A. Gorz, *Métamorphoses du travail, Quête du sens, Critique de la raison économique*, Paris, Galilée, 1988.

¹⁸ . Voir J.M. Harribey, « L'entreprise sans usines ou la captation de la valeur », *Le Monde*, 3 juillet 2001 ; « Peut-on mettre fin à une controverse scientifique quand elle est un enjeu social ? », *Le Passant Ordinaire*, n° 36, septembre-octobre 2001.

¹⁹ . Voir A. Leparmentier, « Un palmarès de la richesse met la France en queue de peloton », *Le Monde*, 15 janvier 2002.

²⁰ . Voir J. Gadrey, « A bas la dictature du PIB ! », *Le Monde*, 23 janvier 2002 ; et F. Magnien, J.L. Tavernier, D. Thesmar, « Les statistiques internationales de PIB par habitant en standard de pouvoir d'achat : une analyse des résultats », INSEE, Série des documents de travail de la Direction des études et synthèses économiques, G 2002/01, février 2002.

Depuis une douzaine d'années, le Programme des Nations Unies pour le développement a mis au point des indicateurs de développement humain.²¹ Les perfectionnements apportés à l'IDH par les économistes du PNUD au fil des ans permettent de délaissier les références normatives de maxima à atteindre fixées par rapport aux pays les plus avancés sur l'échelle du développement économique et qui avaient été retenues dans les premières moutures de cet indicateur. Ces perfectionnements aboutissent à fixer des normes de croissance absolues qui ne sont plus identifiées à tel ou tel pays-modèle mais qui constituent des références en elles-mêmes. Le but n'est même plus de donner un niveau de vie à tous les êtres humains qui soit équivalent à celui qu'ont déjà atteint certains, mais il est de croître sans fin. La méthodologie du PNUD n'est alors qu'idéologie. Mais elle ne serait pas une pleine idéologie si elle ne reflétait des intérêts en même temps que des valeurs. Comme il y a de fortes chances pour que les pays en tête du classement mondial aujourd'hui le soient encore dans 25 ans même s'ils n'y figureront plus seuls, et comme en revanche la probabilité pour que la planète puisse fournir à tous des ressources en quantité suffisante pour atteindre le plus haut niveau est très faible, la méthodologie de l'IDH consacre la division du monde entre riches et pauvres en mesurant le progrès humain à l'aune d'une norme qui ne résulte pas d'une procédure d'élaboration objective mais qui est la simple projection dans l'avenir de l'image chiffrée d'une situation socio-économique dont est exclue la majorité de l'humanité et qui précisément ne peut être érigée en norme que parce que la pérennité de cette exclusion est d'avance programmée. La norme devient la norme à atteindre pour une minorité et la norme inatteignable pour la majorité, une sorte de miroir aux alouettes qui remplit parfaitement son rôle en attirant les peuples vers les mirages du développement centré sur l'économie. Sachant que la planète est limitée et que, dans ces conditions, la pauvreté dans toutes ses formes n'est que l'envers de la richesse, les normes de progrès humain retenues par l'IDH entérinent pour demain le partage du monde d'aujourd'hui.

C'est encore la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange qui permet de récuser entièrement les élucubrations des économistes de l'environnement qui s'imaginent mesurer la valeur de la nature avec des critères monétaires. Bien qu'ils le prétendent tous, la nature n'a pas de valeur économique intrinsèque. La « valeur » de la nature ressortit sans doute à l'éthique mais pas à l'économique. Et Say, une fois de plus, s'était trompé en disant que puisque nous obtenons les biens naturels gratuitement, c'est qu'ils sont inépuisables. Seule la proposition inverse a un sens : s'ils étaient inépuisables, ils seraient gratuits.

De nombreuses recherches sont effectuées pour définir un agrégat de soutenabilité du développement. Ainsi on peut élaborer un *PIB vert* et un *Revenu national soutenable* (RNS). Le principe retenu est de défalquer du PIB non seulement la dépréciation du capital manufacturé (pour aboutir au PIN, produit intérieur net) mais aussi celle du capital naturel. Or les économistes de l'environnement évaluent cette dernière par le coût de la réparation des dommages causés à l'environnement. Le résultat aboutit à une contradiction car, outre la difficulté d'évaluer monétairement les dommages causés, l'indicateur de Revenu national soutenable reste marqué par la logique du PIB dont il est issu.

Si le coût social d'une dégradation de l'environnement était estimé pour une valeur supérieure à ce qu'il serait possible de réparer, alors, en dépit d'un solde environnemental négatif, le PIB s'accroîtrait. Isabelle Cassiers²² fait remarquer que, par exemple, avec un dégât estimé à 3 milliards d'euros dont on pourrait réparer seulement le tiers, le PIB s'accroîtrait de 1 milliard alors que la ressource naturelle endommagée aurait vu sa valeur diminuer de 2 milliards. Cette remarque est juste mais les économistes de l'environnement pourraient

²¹ . PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 2001*, Bruxelles, De Boeck & Larcier, 2001.

²² . I. Cassiers, « Comptes et légendes: les limites de la comptabilité nationale », *Reflets et perspectives de la vie économique*, décembre 1995, reproduit dans *Problèmes économiques*, n° 2467, 10 avril 1996.

objecter qu'il suffirait de défalquer les 3 milliards de dégâts avant de rajouter le milliard de réparation. Il faut donc dire que cette procédure serait la preuve même de la faillite théorique de leur démarche puisqu'ils n'évalueraient plus, comme ils le souhaitent, le dégât par le coût de la réparation.

Plus grave encore, si le dommage était exactement estimé par le montant de la réparation, cela reviendrait à inclure dans le PIB les activités de réparation et les soustraire ensuite pour tenir compte de la dégradation, ce qui aboutirait à détruire l'identité fondamentale de la comptabilité nationale entre les agrégats produit et revenu (voir encadré). La différence entre le revenu national et le revenu national soutenable représente le revenu avancé par les générations futures à la génération actuelle. Autrement dit, nous héritons de ceux qui devraient hériter de nous. Un agrégat censé refléter le souci d'équité intergénérationnelle avalise la spoliation, de même qu'un taux d'actualisation déprécie le futur. Pour cette raison, le revenu national soutenable, le PIN vert et donc le PIB vert n'ont pas grand sens.

Revenu national et revenu national soutenable

Le PIB (exprimé au coût des facteurs) est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes, celles ne donnant lieu à aucune destruction ni restauration de ressources naturelles (appelons-les *propres*: VAB_p), celles donnant lieu à une destruction de celles-ci (VAB_d) et celles ayant été créées pour les restaurer (VAB_r):

$$PIB = \sum VAB = \sum VAB_p + \sum VAB_d + \sum VAB_r .$$

En faisant abstraction de toute TVA et du solde des revenus en provenance et en direction du reste du monde, le revenu national est égal au PIB moins l'amortissement du capital artificiel:

$$\begin{aligned} RN &= PIB - dK_m \\ &= \sum VAB_p + \sum VAB_d + \sum VAB_r - dK_m . \end{aligned}$$

Ce revenu national est encore égal à : $RN = \text{salaires} + \text{profits}$.

A quoi serait égal le revenu national soutenable ?

$$RNS = \sum VAB_p + \sum VAB_d + \sum VAB_r - dK_m - dK_n ;$$

or la dépréciation du capital naturel dK_n étant estimée par les coûts de restauration du patrimoine naturel endommagé, on aurait :

$$\begin{aligned} RNS &= \sum VAB_p + \sum VAB_d + \sum VAB_r - dK_m - \sum VAB_r \\ &= \sum VAB_p + \sum VAB_d - dK_m . \end{aligned}$$

L'identité de ce nouvel agrégat RNS avec la somme des revenus versés aux agents économiques, salaires et profits, n'est donc plus possible, le RNS étant inférieur au RN, sauf si on inventait la notion de salaires et profits soutenables.

Si, d'une période à l'autre, la variation du PIB et celle du coût de restauration des éléments naturels sont égales ou proportionnelles, les indications fournies par le PIN ou le RNS sont sans différence significative. En sens inverse, que signifierait une variation du RNS sans que l'on sache si elle est due à une variation du PIB plus ou moins importante que celle du coût de restauration, c'est-à-dire sans que l'on sache si elle est due à une variation des activités propres, des activités destructrices ou des activités de réparation ? Devant cette incertitude, il y a de forts risques pour que le RNS tombe en désuétude et que l'on revienne à l'observation de l'agrégat brut, c'est-à-dire que l'on délaisse la mesure des dépréciations de toutes sortes, celles du capital artificiel comme du patrimoine naturel, de la même façon que

l'habitude est de suivre l'évolution du produit intérieur brut alors que c'est véritablement le produit intérieur net qui est l'indicateur de la richesse créée au cours de la période. Cela constitue la deuxième raison qui prive le PIB vert de réelle portée.

La logique du PIB est de comptabiliser les activités monétisées marchandes et non marchandes, qu'elles soient destructrices et polluantes ou au contraire économes et réparatrices. Mais, comme on vient de le voir, il est illogique de concevoir un agrégat qui aurait pour tâche simultanément d'additionner les activités de réparation des dommages et de soustraire ces dommages qu'on ne sait pas mesurer autrement que par la valeur de la réparation. Il résulte de cette contradiction que le souci d'économiser les ressources naturelles ne peut être traduit dans un agrégat économique pour la simple raison qu'un agrégat économique n'est pas un agrégat d'*économie*.

2. Quelle critique de l'économie politique ?

L'économie politique classique doit certes être critiquée, mais en aucune manière sur des bases qui fleurent trop la théorie néo-classique que l'on doit considérer comme bien moins scientifique que son aïeule. Malheureusement, certaines thématiques actuelles risquent de nous faire régresser plutôt qu'avancer. Tel est le cas de l'idéologie de la « nouvelle économie » et du mirage d'une richesse jaillissant du virtuel, et tel est aussi le cas de l'idéologie prônant le recul des services non marchands comme moyen d'accroître la richesse disponible.

Nouvelle richesse, nouvelle valeur ?

Le discours sur la « nouvelle économie » recouvre une réalité incontestable : l'évolution des techniques entraîne une transformation des manières de produire à travers le renouvellement complet des équipements, une mutation des objets et des services produits, et un changement dans la manière d'intégrer le savoir et l'information qui deviennent des éléments de plus en plus centraux de la production. Le bouleversement des rapports de forces dans la société n'est pas moindre, mais il est soumis à des éléments contradictoires : d'un côté, se manifeste une tentative d'assujettissement sous de nouvelles formes de la force de travail, de l'autre « le capitalisme cognitif est condamné à devoir vivre avec les acteurs sociaux des réseaux comme le capitalisme de grande fabrique dut s'accommoder des ouvriers »²³.

Mais le discours sur la « nouvelle économie » recouvre aussi un mythe, voire une mystification : le monde entrerait dans l'au-delà de la nécessité et de la rareté grâce aux vertus d'un capitalisme désormais promis à l'éternité. Ce mythe est largement diffusé par la théorie libérale-néoclassique qui domine l'enseignement de l'économie. Mais il trouve également un écho dans un courant qui se revendique de l'hétérodoxie et qui prétend justifier l'abandon simultané des fondements de l'économie politique et des fondements de la critique de celle-ci, telle que l'avait formulée Marx. Regardons-y de plus près.

L'économie politique naquit à la fin du XVIII^e siècle au moment où la révolution des rapports sociaux permit à la bourgeoisie montante de prolétarianiser une fraction croissante des populations rurales en déshérence pour impulser la dynamique de l'accumulation du capital par le biais du développement industriel. Les fondateurs de l'économie politique crurent découvrir alors des lois universelles et intemporelles gouvernant la production et l'échange de richesses : la propriété privée est un droit naturel, les hommes ont une propension à l'échange, leurs intérêts individuels coïncident avec l'intérêt général et le contrat marchand fonde la société. Ils se trompaient car les lois qu'ils mettaient au jour n'étaient pas naturelles mais sociales et historiques ; en fait, ce ne sont que les lois de l'économie capitaliste : par exemple,

²³ . Y. Moulier Boutang, « L'âme et la loi », *L'Humanité*, 29 juin 2000, supplément.

la tendance à accumuler le capital qui dégénère périodiquement en crise de surproduction, et la lutte pour la répartition du produit du travail qui oriente le sens de l'évolution de la société.

Cependant, en dépit de leur erreur épistémologique, les classiques eurent le mérite de mettre au centre de l'économie politique le problème de la richesse et de la valeur. Ils établirent l'irréductibilité de la richesse à la valeur : la lumière du soleil, l'air, les services publics et les services rendus dans un cadre domestique ou associatif, constituent des richesses, des valeurs d'usage, sans pour autant avoir de valeur marchande. Certes, ils voyaient cette dernière, que l'on n'allait pas tarder à identifier à « la valeur », comme une propriété immanente du travail concret effectué par le menuisier faisant un meuble ou par le tisserand filant du drap. Marx leur rétorquera justement que la valeur d'échange d'une marchandise ne dépend pas du travail de celui qui l'a produite mais des conditions techniques moyennes de production dans la société et de la rémunération moyenne du capital qu'exigent les capitalistes. Sur le marché capitaliste ne s'échangent donc pas directement des travaux particuliers mais du travail rendu abstrait, c'est-à-dire débarrassé de ses caractéristiques concrètes, pour ne se présenter que sous forme de valeur venant grossir le capital. Ainsi, la *possibilité* de la critique de l'économie politique était contenue en elle ; c'est ce qui fait toute sa force et cela suffit à justifier que l'on continue de l'étudier aujourd'hui. La théorie de l'exploitation du travail et donc sa critique radicale et définitive grâce au concept de plus-value de Marx est issue de l'économie politique, tout en constituant le noyau de la critique de cette dernière et, au-delà, de celle du capitalisme. En faisant des rapports sociaux le pivot de l'analyse du capitalisme, Marx sortit l'économie politique de son économisme et de son naturalisme.

Or, aujourd'hui, certains esprits²⁴ développent une « critique » qui prétend à la fois dépasser l'économie politique et... sa critique. Quelle est leur thèse ? Les nouvelles techniques introduiraient un nouveau paradigme, c'est-à-dire une révolution conceptuelle qui obligerait à abandonner toutes les catégories que nous utilisons pour analyser le capitalisme. Ainsi, le travail cesserait d'être le centre où se nouent les rapports sociaux capitalistes. Les plus osés allaient jusqu'à dire encore récemment que le travail était en voie de disparition et tous affirment qu'il ne peut plus constituer la substance de la valeur, que la valeur ne peut donc être la forme du travail abstrait, et par conséquent que la quantité de travail ne peut plus en être la mesure. Cela résulterait du passage d'une économie produisant de la matière à partir de la matière et du travail à une économie produisant de l'information à partir de l'information et des connaissances. Dans une telle économie, compteraient les multiples externalités positives qui naîtraient de la mise en réseau et qui constitueraient le nouveau cœur de la création de valeur. Enfin, les classes sociales disparaîtraient puisque la financiarisation de l'économie permettrait à tous d'accéder au bien-être.

La thèse de la fin du travail et du salariat comme réalité objective actuelle a été réfutée ailleurs²⁵. Bornons-nous ici à rappeler que l'augmentation de la productivité du travail qui résulte conjointement de l'amélioration des connaissances et du savoir-faire, du perfectionnement des techniques et de la mise en réseau des systèmes productifs et d'échange, n'infirme pas la théorie de la valeur-travail mais la confirme : au fur et à mesure que la productivité augmente, la valeur des marchandises diminue. Quand bien même le travail

²⁴ . Sans être exhaustif et sans que ces auteurs se rejoignent en tout point, citons : J. Robin, *Quand le travail quitte la société post-industrielle*, GRIT éditeur, 2 vol., 1993 et 1994 ; D. Méda, *Qu'est-ce que la richesse ?*, op. cit. ; R. Passet, *L'illusion néo-libérale*, Fayard, 2000 ; J. Rifkin, *L'âge de l'accès, La révolution de la nouvelle économie*, La Découverte, 2000 ; Y. Moulier Boutang, « Refuser la pensée unique de la "valeur-travail" », *Vert Europe*, n° 1, février 1999 ; « Marx en Californie : le troisième capitalisme et la vieille économie politique », Congrès Marx International III, Université Paris X, Nanterre, 26 au 29 septembre 2001.

²⁵ . Voir J.M. Harribey, *L'économie économe*, op. cit. ; « De la fin du travail à l'économie plurielle : quelques fausses pistes », in Appel des économistes contre la pensée unique, *Le bel avenir du contrat de travail, Alternatives au social-libéralisme*, Paris, Syros, 2000, p. 19-40.

requis serait entièrement intellectuel, il n'en serait pas moins du travail, et quand bien même le travail nécessaire à la production diminuerait inexorablement jusqu'à disparition complète, cette théorie serait confirmée puisque la valeur d'échange tendrait vers zéro. Ce que ne comprennent ni les économistes libéraux actuels ni leurs faux critiques, c'est que plus la richesse produite augmente en termes physiques, c'est-à-dire en termes de *valeurs d'usage*, plus la *valeur d'échange* diminue. Pourquoi entrevoit-on la possibilité d'accéder aux logiciels gratuitement ? Parce qu'ils ne valent rien ou presque, ne nécessitant que peu ou pas de travail, ou plus exactement parce que leur conception – véritable travail immense – est amortie sur un très grand nombre de duplications qui, elles, ne coûtent qu'un travail infime.

Mais, comme l'ensemble de la production ne relève pas – on en est sans doute très éloigné – de l'automatisation complète et donc de l'abondance et de la gratuité, la lutte continue pour l'appropriation de la valeur créée par le travail, celui-ci étant loin d'avoir disparu dans le monde. D'abord, la guerre que mènent les détenteurs de capitaux contre l'emploi, les salaires et les conditions de travail bat son plein. En France, de 1988 à 1999, la productivité du travail a augmenté de 28% et le pouvoir d'achat des salaires nets de 2,6%²⁶ ; où est passée la différence sinon en profits²⁷ ? Ensuite, les concentrations d'entreprises par fusions ou absorptions se multiplient : leurs instigateurs entendent se positionner à la meilleure place pour capter le plus de valeur possible par le biais de prix de monopole bien au-dessus de la valeur des produits²⁸ ou tout simplement par le biais de la spéculation sur les plus-values futures.

L'apparence est donc trompeuse : on croit voir poindre de nouveaux secteurs économiques à l'origine d'une source miraculeuse de valeur ajoutée potentiellement infinie. Il n'en est rien : avant même de jaillir, cette source est tarie si elle ne contient en elle aucun travail. Elle ne produira de la valeur que pour autant qu'elle nécessitera du travail. En revanche, si cette production, dont on suppose qu'elle correspond à des besoins, ne requiert que peu de travail, la richesse produite sera proportionnelle à la productivité élevée, tout en n'ayant qu'une valeur faible mais pouvant être vendue à un prix démesuré. Tel est le paradoxe : faible valeur et prix élevé par captation de valeur pour les produits des secteurs dominants, paradoxe dont la levée démystifie la « nouvelle économie ».

Abordons maintenant les difficultés croissantes de mesure de la productivité au fur et à mesure que les services supplantent l'industrie et l'agriculture. Il y a des difficultés réelles et des difficultés imaginaires. On nous dit qu'il devient de plus en plus difficile de mesurer la production de services car on ne sait pas bien évaluer le service rendu et surtout l'amélioration de sa qualité. Voilà le genre de questionnement faux par excellence. S'est-on posé la question au sujet de la qualité du service rendu par l'automobile pour dénombrer le nombre d'automobiles sortant des chaînes et figurant au numérateur du rapport productivité ? S'est-on posé la même question au sujet des sacs de blé produits de manière intensive et polluante ou des millions de volailles élevées en batterie ? Non. Implicitement, comme M. Jourdain faisant de la prose sans le savoir, la distinction entre valeur d'usage et valeur était opérée. Pourquoi donc, subitement, argue-t-on d'une difficulté inédite à propos des services ? Il suffit de remettre à l'honneur la distinction ci-dessus et cesser de vouloir faire dire à un agrégat de PIB autre chose que ce pour quoi il est fait. On est bien obligé de conclure que ceux qui s'affolent au sujet de cette prétendue difficulté avaient préalablement intériorisé l'idée que le PIB pouvait mesurer le bien-être. Comment dans ce cas leur faire crédit quand ils prétendent renouveler la critique de l'économie politique ?

La fraction de la richesse constituée par les seules marchandises augmente au fur et à mesure que progresse la production, entendue comme volume physique ou encore comme

²⁶ . INSEE, *TEF*, 1990 à 2001. Il s'agit des salaires nets à structure constante.

²⁷ . Les prélèvements sociaux sur les salaires ont certes progressé mais pas au point de couvrir cette différence.

²⁸ . Voir J.M. Harribey, *La démence sénile du capital*, *op. cit.*, chapitre 5.

quantité de valeurs d'usage. Si cette quantité progresse au même rythme que la productivité du travail, la quantité globale de travail reste la même, et par suite, la valeur, qui n'est que l'expression de cette dernière, ne varie pas. La valeur globale des marchandises n'augmente que pour autant que la production progresse plus rapidement que la productivité. Le fait que l'ensemble des valeurs d'usage englobe les valeurs d'usage qui ont, en outre, une valeur d'échange ne doit pas occulter celui que, en dynamique, l'évolution de la quantité de valeurs d'usage ne va pas nécessairement dans le même sens que celle de la quantité de valeur. La quantité de valeurs d'usage peut très bien augmenter alors que leur valeur globale diminue si la productivité du travail progresse plus rapidement que la production. *A fortiori*, les valeurs d'usage correspondant à la sphère non monétaire sont totalement indépendantes d'une quelconque valeur.

Les statisticiens déploient des trésors d'ingéniosité pour isoler les évolutions en volume des évolutions de prix. L'enjeu est d'importance car il s'agit d'éviter une sous-évaluation de l'investissement et de la production puisque les prix industriels diminuent parallèlement à la hausse de la productivité du travail. Pour démêler l'effet prix et l'effet volume dans l'évaluation de l'investissement par exemple, les statisticiens ont recours à diverses méthodes dont aucune n'est satisfaisante²⁹ : méthode des services producteurs, méthode hédonique, méthode d'appariement, méthode des coûts des facteurs. La première méthode est celle qui intègre le plus l'amélioration de l'efficacité productive des équipements pour l'utilisateur et c'est celle qui annule le résidu « productivité totale des facteurs » ; à ce moment-là, l'amélioration de la productivité attribuée au travail s'en trouve accentuée. Notons le dilemme des économistes néo-classiques adoptant une « mesure de la valeur d'usage » (sic) et obligés de voir leur cher résidu de la croissance réduit à néant ! Le résultat est inverse au fur et à mesure qu'on passe aux autres méthodes pour finir avec la méthode des coûts des facteurs au point où le résidu « productivité totale des facteurs » est maximal.³⁰ Redisons-le, cette difficulté n'existe que dans la tête de ceux qui s'imaginent disposer avec les agrégats d'indicateurs mesurant à la fois la valeur (monétaire) et la valeur d'usage. Reviens vite, Aristote !

Pour une réhabilitation de la production non marchande³¹

Presque tous les économistes présentent les choses ainsi : 45% du PIB sont *prélevés* sous formes d'impôts et de cotisations sociales ; ce sont les fameux prélèvements obligatoires. Et ils concluent : c'est trop et, de toute façon, c'est spoliateur. Si l'on en croit la vulgate libérale et sa cousine social-libérale, les prélèvements seraient effectués sur l'activité marchande privée, la seule productive et donc utile à la société. C'est faux pour deux raisons.

Premièrement, par les dépenses publiques d'éducation, de santé, d'infrastructures, la collectivité crée des richesses utiles pour le présent et l'avenir, et elle engendre des effets positifs sur l'activité privée elle-même. Mais la dose de redistribution des revenus engendrée par l'action publique est insupportable pour les libéraux et les groupes sociaux les plus

²⁹ . Pour un aperçu, voir G. Cette, J. Mairesse, Y. Kocoglu, « La diffusion des technologies de l'information et de la communication en France : mesure et contribution à la croissance » dans Conseil d'analyse économique, *Nouvelle économie*, 2000, p. 87-113.

³⁰ . Les indices de prix à utilité constante aboutissent à des résultats contenus à l'intérieur des bornes données par les indices Laspeyre et Paasche, c'est-à-dire proches de l'indice de Fisher. Cf. Magnien F., Pournard J., « Les indices à utilité constante », *Economie et statistique*, n° 335, 2000, 5, p.81-94. L'indice des prix (donc à quantités constantes) Laspeyre est plus élevé que l'indice des prix Paasche. De même pour l'indice des quantités (donc à prix constants).

³¹ . Pour un approfondissement, voir J.M. Harribey, « Un essai de réfutation logique de la marchandisation du monde : l'activité non marchande n'engendre pas de capital mais elle engendre du revenu », *op. cit.* ; « Le travail productif dans les services non marchands », *op. cit.* ; « Le développement implique l'anticipation des services collectifs : les prélèvements obligatoires sont des suppléments obligatoires », *op. cit.*

favorisés. Ils font fi du classement établi par l'Organisation mondiale de la santé d'où il ressort que la France a le premier service de santé au monde.

Deuxièmement, il est possible de donner une autre interprétation des dépenses publiques équilibrées par les impôts et cotisations sociales. Elle part du concept keynésien d'anticipation et elle suggère d'en étendre le champ d'application à toutes les activités. Il y a dans notre système économique deux catégories d'agents producteurs : les entreprises privées et la collectivité publique. Comme l'expliqua Keynes, les premières décident de produire quand elles anticipent des débouchés (la demande dite effective) pour leurs marchandises qui répondent à des besoins solvables. Elles réalisent alors des investissements et mettent en circulation des salaires. La vente sur le marché valide cette anticipation, la mévente la sanctionnerait. Quant aux administrations publiques, anticipant l'existence de besoins collectifs, elles réalisent des investissements publics et embauchent aussi. Dans ce second cas, la validation est effectuée *ex ante* par une décision collective et se confond avec l'anticipation. Dans les deux cas, l'injection de monnaie sous forme de salaires et investissements privés et publics lance la machine économique et elle engendre la production de biens privés marchands et de biens publics non marchands. De la même façon que les salaires versés vont *ensuite* être dépensés pour acheter les biens marchands, le paiement de l'impôt vient, *après* que les services collectifs sont produits, exprimer l'accord de la population pour que soient assurées l'éducation, la protection sociale, la sécurité et la justice. L'anticipation de services publics et leur production par les administrations publiques précèdent donc logiquement leur « paiement » de type collectif par les usagers.

On pourrait objecter que les impôts d'une année servent à payer les dépenses publiques de l'année suivante et ainsi de suite. Mais cet argument déplace la discussion du plan logique au plan historique et la recherche d'une chronologie débouche sur une impasse du type de la poule et l'œuf. Il convient donc d'apporter une réponse logique à un problème d'ordre logique : l'économie capitaliste étant une économie monétaire, pourrait-on effectuer des prélèvements sur une base qui n'aurait pas encore été produite et, pis, qui devrait résulter de ces prélèvements ? Puisque c'est logiquement impossible, le retournement s'impose : la production non marchande et les revenus monétaires qui y correspondent précèdent les prélèvements.

Contrairement à l'opinion dominante, les services publics ne sont donc pas fournis à partir d'un prélèvement sur quelque chose de pré-existant. Leur valeur monétaire, mais non marchande, n'est pas ponctionnée et détournée ; elle est *produite*. Dès lors, dire que l'investissement public évince l'investissement privé n'a pas plus de sens que dire que l'investissement de Renault évince celui de Peugeot-S.A. ou d'Aventis. Dire que les salaires des fonctionnaires sont payés grâce à une ponction sur les revenus tirés de la seule activité privée n'a pas plus de portée que si l'on affirmait que les salaires du secteur privé sont payés grâce à une ponction sur les consommateurs, car ce serait ignorer que l'économie capitaliste est un circuit dont les deux actes fondateurs sont la décision privée d'investir pour produire des biens et services marchands et la décision publique d'investir pour produire des services non marchands.

En d'autres termes, les prélèvements obligatoires sont des *suppléments obligatoires consentis socialement* et leur paiement permet qu'ils soient renouvelés de période en période. Mais la pérennité de la production de services collectifs se heurte à une contradiction que seul le débat démocratique peut aider à dépasser : la demande de services collectifs par la société n'est qu'*implicite* car il existe un écart entre le consentement *collectif* à leur existence et les réticences *individuelles* au paiement de l'impôt qui sont nourries à la fois par les profondes inégalités devant celui-ci et par la croyance, entretenue par l'idéologie libérale, que le paiement de l'impôt est contre-productif et spoliateur.

En rendant explicite la demande implicite de services collectifs et de protection sociale, l'Etat en fait un principe d'action dont la logique avait été posée par Keynes. Pour en asseoir la théorie, il suffit d'élargir son concept d'anticipation aux décisions de dépenses publiques : celles-ci sont prises au nom du principe que j'appelle *principe de la demande implicite anticipée*.

En distinguant radicalement valeur d'usage et valeur d'échange, c'est-à-dire richesse et valeur, les classiques anglais et Marx laissèrent la porte théorique ouverte à une conception de la richesse qui ne soit pas réduite à ce qui est marchand et donc ayant un prix de marché. Au contraire, en niant la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange et surtout en fondant la seconde sur la première et donc en mettant un signe d'identité entre les deux, Say et ultérieurement les marginalistes et néo-classiques ont fermé définitivement la porte à une légitimité de la production de services non marchands. Puisque la satisfaction ne peut provenir que de valeurs d'usage (proposition juste) et que valeur d'échange est identique à valeur d'usage (proposition fausse car le lait bu par le nourrisson au sein de sa mère a une valeur d'usage mais pas de valeur d'échange), alors la satisfaction ne peut provenir que de l'extension perpétuelle de la valeur marchande (conclusion obligatoirement fausse dès l'instant où la seconde proposition l'est). La critique de ce que nous appelons aujourd'hui la marchandisation du monde avait été faite par Marx. Say a eu beau dire que tout bien utile est de la richesse, ce en quoi il a raison, lui-même et ses successeurs néo-classiques ont eu le tort d'en déduire que tout ce qui est utile *est* de la valeur sans préciser de quelle valeur il s'agit. C'est faire injure aux classiques anglais et à Marx que de dire qu'ils ont écarté la valeur d'usage. Ils ont simplement montré que l'objet de l'économie politique était de résoudre la question de la *valeur d'échange des marchandises*. Et Marx enfoncera le clou en répétant sans cesse que la vente sur le marché valide le travail social dépensé. Il est regrettable que la plupart des manuels d'histoire de la pensée affirment que Marx a ignoré l'utilité des marchandises. Il avait tout simplement compris la différence entre une condition nécessaire et une condition nécessaire et suffisante et il avait intégré l'interaction entre l'organisation sociale de la production et l'utilité.

Jacques Généreux, qui s'est fait une spécialité de découvrir les « vraies lois de l'économie », affirme que l'on peut légitimer les services publics par la théorie néo-classique de la valeur car, dit-il, la théorie de l'utilité marginale a définitivement, et de manière correcte, résolu l'énigme de la valeur³². Or, dans la théorie néo-classique, le passage de l'utilité cardinale à l'utilité ordinale est effectué sur le papier mais jamais accompli en réalité. Car le dilemme suivant est insurmontable : ou bien on raisonne en termes de préférences ordinales et alors toute comparaison interpersonnelle et toute agrégation sont impossibles ; ou bien on raisonne en termes de préférences cardinales, ce qui rendrait possible la comparaison interpersonnelle mais à condition que l'utilité soit mesurable, ce qui est impossible. La différenciation des fonctions d'utilité fait resurgir subrepticement ce que l'on a cru chasser : une dérivée est une limite du rapport de deux accroissements ; la mesure impossible réapparaît donc. L'égalité du rapport entre les prix et du rapport entre les utilités marginales (condition néo-classique d'optimum) est un résultat du processus d'échange (le rapport des prix peut *a posteriori* nous donner une indication du rapport des utilités marginales) et ne peut donc fonder, expliquer celui-ci.

La théorie de la valeur-travail n'est pas un « imbroglio impossible à démêler » comme le dit Généreux. Aujourd'hui on sait établir une correspondance entre les prix et l'équivalent monétaire d'une certaine quantité de travail qui, certes, rompt la correspondance exacte microéconomique avec le travail incorporé au sens de Ricardo, mais qui établit définitivement

³² . J. Généreux, « Ce qui a de la valeur n'a pas de prix », *Alternatives économiques*, n° 185, octobre 2000 ; *Les vraies lois de l'économie*, Paris, Seuil, 2001.

que, sur le plan global, seul le travail crée de la valeur nouvelle. Si l'on n'en était pas entièrement convaincu, comment expliquer qu'à long terme les prix baissent au fur et à mesure que progresse la productivité du travail ? Et comment pourrait-on affirmer dans le débat sur le financement des retraites que les actifs font toujours vivre les inactifs et que la capitalisation n'apporte aucune ressource globale supplémentaire ?³³

C'est donc la théorie classique et marxienne de la valeur – qui est une théorie des rapports sociaux avant d'être une théorie des prix – qui permet de légitimer la production de services collectifs non marchands, et cela bien que les classiques et Marx se soient surtout occupés de la valeur d'échange des marchandises. Ce ne peut être la théorie néo-classique erronée de la valeur-utilité qui a éliminé la première parce que précisément celle-ci faisait la part trop belle aux rapports sociaux dans l'explication des phénomènes économiques. Pour cela, la théorie néo-classique a répandu le mythe de l'*homo oeconomicus* et elle ne connaît que des individus isolés, la société n'existant pas. En bref, on ne peut pas légitimer la production des biens publics par une théorie de la valeur qui en supprime à la base la possibilité logique.

L'enfer est pavé de bonnes intentions. Reconsidérer la richesse n'exige pas seulement de réviser les indicateurs, c'est-à-dire l'instrument de mesure, ni même l'objet de la mesure. Cela exige de remettre en question l'organisation économique au service de laquelle est l'instrument de mesure pour promouvoir une facette restrictive de la richesse. Le changement d'indicateurs n'a de sens que s'il accompagne une transformation des rapports sociaux. Il serait paradoxal que nous disposions d'un « bon » indicateur de bien-être pendant que l'exploitation de la force de travail et de la nature perdure et que l'accumulation financière s'épanouisse.

L'empressement avec lequel certains apportent leur pierre au discrédit jeté sur l'économie politique classique et la critique qu'en avait faite Marx est curieux. S'agirait-il d'éviter un questionnement sur les rapports sociaux au sein desquels une certaine représentation de la richesse domine ? Dans ce cas, la reconsidération de la richesse serait de faible portée. S'il s'agissait au contraire de prendre ce problème à bras le corps, des perspectives nouvelles s'ouvriraient.

³³ . Voir J.M. Harribey, « Répartition ou capitalisation, on ne finance jamais sa propre retraite », *Le Monde*, 3 novembre 1998 ; « Les retraites face à la capitalisation ouverte ou rampante », *Economie et politique*, n° 550-551, mai-juin 2000, p. 43-48.